



UNION REGIONALE
DES SYNDICATS
DE L'ÉDUCATION
NATIONALE
URSEN CGT

UNION LOCALE CGT
RENNES SUD EST
5, rue de la SAUVAIE
35000 RENNES

FÉDÉRATION DE
L'ÉDUCATION, DE
LA RECHERCHE ET
DE LA CULTURE

Déclaration des élu-e-s CGT ÉDUC 'ACTION BRETAGNE
à la CAPA PLP du lundi 17 mai 2021

Monsieur le Recteur, Madame la Directrice des Ressources Humaines, Mesdames, Messieurs,

Tout d'abord, la CGT ÉDUC'ACTION BRETAGNE voudrait remercier les personnels des services académiques, et plus particulièrement les collègues de la DPE 2, pour leur travail qui a permis la tenue de cette instance dans des conditions de préparation particulières, liée à la pandémie mondiale qui nous touche depuis plus un an déjà, et par suite d'une réorganisation professionnelle voire familiale contrainte et vitale dans l'intérêt de préserver leur santé ainsi que celle de leurs proches avant tout.

Qu'ils et qu'elles en soient ici remercié-e-s sincèrement sans tambours, ni casseroles et gageons que leur dévouement pour la continuité du bon fonctionnement de notre École, soit reconnu dignement par une revalorisation salariale à hauteur de leur abnégation.

La CGT y veillera, tout comme elle restera vigilante sur le devenir de notre institution bien mise à mal depuis l'arrivée de Jean-Michel Blanquer aux commandes d'un ministère ne répondant plus aux alertes multiples lancées par les organisations syndicales représentatives depuis au moins la loi de la transformation de la Fonction Publique d'août 2019, dont l'objectif est d'augmenter le nombre de personnels précaires dans tous les services publics, Éducation nationale comprise.

Sans compter également, sur les diverses réformes entreprises au nom de son projet d'École reposant sur une présumée confiance, affaiblissant un peu plus, au gré des décisions souvent contradictoires, les personnels de la voie professionnelle et des lycées GT ; désorientant davantage les élèves mais également les étudiant-e-s vers une sortie de crise sanitaire doublée de l'angoisse d'un devenir professionnel incertain ; sans parler enfin de la précarisation amplifiée des collègues AED et AESH, sur le dos desquels le Ministre continue de faire des économies, en maintenant leurs salaires à des taux très bas et/ou en leur imposant des temps partiels dont les premières victimes sont majoritairement des femmes!

C'est pourquoi, la CGT ÉDUC'ACTION continuera de rappeler l'obligation de protection fonctionnelle du MEN envers ses personnels, même si celui-ci ne semble souffrir d'aucune inquiétude considérant que ses protocoles sanitaires souvent inapplicables selon les lieux les protègent suffisamment, et quand les masques promis peinent à arriver à bon port ou lorsqu'ils ne sont tout simplement pas utilisables car hors norme voire dangereux. Sans parler des autotests remis dernièrement à dose homéopathique qui, comble de la lutte contre la désinformation, participe accidentellement à sa propagation, en interprétant faussement les résultats à l'aide d'une notice mal rédigée, transformant un moins en plus, sous couvert du contrôle éclairé et avisé de l'épidémiologiste Macron et de son homologue Blanquer, neuroscientifique patenté !

Dès lors, on peut douter de la volonté de la généralisation de la vaccination comme priorité pour les millions de salarié-e-s et élèves volontaires de l'Éducation nationale qui pourtant accélérerait la fin tant attendue de la fameuse chaîne de contaminations dans les établissements scolaires de France.

Ainsi, il en va de la gestion de l'École, comme celle de la Santé des citoyen-ne-s français-e-s, mis-e-s sous tutelle dans un état d'urgence qui amenuise leurs libertés individuelles depuis la guerre décrétée par leur Président. Et, ce ne sont malheureusement pas les centaines de millions d'euros rendus depuis trois ans par le Ministre Blanquer, soit l'équivalent d'une dizaine de milliers d'emplois nécessaires, accompagnées par la suppression de 1800 postes qui manqueront cruellement à l'appel de la rentrée prochaine, qui nous offriront les jours heureux espérés d'autant si la situation sanitaire reste inchangée et/ou se dégrade.

Et ce n'est certes pas du pseudo « Grenelle », duquel la CGT est sortie rapidement, que parviendront les bonnes nouvelles tant annoncées si l'on en juge les attaques contre les personnels et leurs statuts que devraient contenir ses conclusions tardives pour ne pas être inquiétantes, même si le PPCR, combattu par la CGT, semble être remis en question...dans un souci d'économie !

Aussi, parce-que les Services publics sont notre bien commun, qu'ils sont indispensables et incontournables pour la population, mais aussi gages d'égalité et de proximité sur le territoire et qu'ils participent à combattre les inégalités sociales, la CGT est force de proposition dans son plan de relance en rupture avec celui du gouvernement allié des Patrons du CAC 40 et de leurs actionnaires, pour lesquels la crise sanitaire mortifère aura été outrageusement source d'enrichissement, et mène une campagne « 10% pour la Fonction Publique », et revendique 10% de temps de travail en moins ; 10% d'effectif en plus ; 10% de temps de formation ; 10% d'augmentation indiciaire et une hausse immédiate de 400 euros pour toutes et tous.

Enfin, la CGT ÉDUC'ACTION BRETAGNE veillera, une fois encore et comme à son habitude, à défendre au mieux la situation des collègues évoquée lors de cette CAPA, pour garantir leur droit à congé formation, même si les moyens alloués ne sont que trop peu à hauteur des demandes, pour soutenir leur recours de révision d'avis émis à l'issue d'un rendez-vous de carrière jugé inapproprié au vu de leur valeur professionnelle, ou bien pour accompagner leur reconversion professionnelle conforme à un projet choisi dans d'autres fonctions ou structures, comme le CNED, organisme dont l'entrée et/ou l'affectation n'est possible qu'au terme d'une formation spécifique et d'une démarche volontaire pour des travaux de correction ou d'enseignement.

À cet égard, il conviendra de privilégier ces places dédiées et de les réserver avant tout aux collègues inscrit-e-s dans le cadre de postes adaptés, et non de les allouer arbitrairement pour suppléance à des collègues contractuel-le-s ou TZR, si l'académie de Rennes, comme le rappelait Monsieur le Recteur, veut continuer à se satisfaire de sa performance en termes de remplacement et de suppléance dans le second degré... mais pas à n'importe quel prix !

Merci de votre attention.

Les élu-e-s PLP CGT ÉDUC'ACTION BRETAGNE